



ARRÊTÉ MUNICIPAL

SERVICE/DIRECTION : GEP VOIRIE Réf: /BAS V/Réf : C Aff : Monsieur CHRISTOPHE VACQUIER Chantier: 240213 /	OBJET : ARRETE DE VOIRIE PORTANT ACCORD TECHNIQUE GRDF SUPPRESSION D'UN BRANCHEMENT GAZ SOUS LA CHAUSSÉE RUE COLBERT
---	---

**Le Maire de la ville de NIMES,
Maire**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et les articles L.2213-1 à L.2213-6,

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 417.10

Vu le Code de l'Environnement,

Vu le Code Pénal,

Vu le Code de la Voirie Routière, notamment ses articles L. 113-2, L. 115-1, L. 141-2, R. 115-1 et R. 116-2,

Vu l'Arrêté Municipal n° 273 du 1er février 1992 réglementant la circulation et le stationnement dans l'agglomération nîmoise,

Vu la Délibération n°2016-06-28 du 19 novembre 2016 relative à l'extension du périmètre de stationnement payant sur voirie à compter du 1er juillet 2017 .

Vu la Délibération n°2017-06-66 du 18 novembre 2017 relative à l'institution d'un stationnement payant sur voirie à Nîmes et à la fixation d'un barème tarifaire

Vu la délibération n°2023-04-060 du 8 juillet 2023 relative à la modification du barème tarifaire de stationnement payant sur voirie à compter du 2 octobre 2023.

Vu l'Arrêté n°CIR-AP-2023-09-00039 du 27 septembre 2023 relatif à la réglementation du stationnement payant sur voirie.

Vu l'Arrêté du 22 décembre 2015 relatif à la lutte contre Ceratocystis platini, agent pathogène du chancre coloré du platane,

Vu le Règlement de voirie de la Ville de Nîmes modifié,

Vu l'arrêté municipal n° 2023-07-305 du 17 juillet 2023, réglementant la délégation de fonction et de signature de Mme Emmanuel CARRIERE, adjoint au maire, délégué aux aménagements urbains et à la voirie,

Vu l'Avis des services techniques,

Vu la demande du pétitionnaire en date du 13/03/2024,

Considérant qu'il importe de faciliter les travaux GRDF,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 - AUTORISATION Le pétitionnaire (la société GRDF demeurant 1900 Chemin de la Careirasse 30132 CAISSARGUES représentée par Monsieur CHRISTOPHE VACQUIER) est autorisé à exécuter les travaux énoncés dans sa demande, sous réserve de se conformer aux dispositions des articles suivants :

- **12 RUE COLBERT**
- **du 15/03/2024 au 14/03/2025**
- **suppression d'un branchement gaz sous la chaussée**

ARTICLE 2 - DUREE AUTORISATION La présente autorisation est accordée à titre précaire et ne constitue qu'une pure tolérance, sous réserve du droit des tiers. Sa durée est de 1 an à partir de la date de ce document. Elle peut toujours être modifiée ou révoquée en tout ou en partie, lorsque l'Administration Municipale le jugera utile dans l'intérêt public. Le pétitionnaire est tenu de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, sans qu'il puisse s'en prévaloir pour réclamer une quelconque indemnité.

ARTICLE 3 - REFECTION ET REMISE EN ETAT

- L'entretien de cette réfection incombe au pétitionnaire pendant 1 an à compter de la date mentionnée sur le procès verbal de réception de chantier, notamment la dernière couche qui devra être appliquée de manière à assurer un joint net, rectiligne et étanche.
- La **réfection définitive** ainsi que les peintures routières seront réalisées par le pétitionnaire **dès la fin des travaux** et planifiée en coordination avec les services de la direction de la voirie, à savoir le service "Gestion de l'Espace Public". Les modalités seront à définir préalablement au démarrage du chantier avec le service "Gestion de l'Espace Public".

CHAUSSÉE → 5cm de couche de roulement en enrobés, structure à l'identique

- Les tranchées seront découpées à une **distance minimale de vingt (20) cm** en arrière de la limite de la réfection proprement à la scie à eau, trancheuse ou tout autre matériel adapté à la découpe parfaite du matériau, **selon les directives de l'article 30 du règlement de voirie approuvé le 31 juillet 2014.**
- Les joints de la tranchée seront collés à l'émulsion.
- La signalisation horizontale et verticale sera réalisée à l'identique par le pétitionnaire.
- Le mobilier urbain sera déposé et reposé à l'identique par le pétitionnaire.

ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

- **Le chantier devra se dérouler sur 3 jours maximum, réfection définitive comprise.**
- **Stationnement gênant rue Colbert, entre rue de l'Ecluse et rue Roussy.**
- **Rue Colbert barrée au niveau du N°12 et mise en impasse de part et d'autre de la zone de travaux entre rue de l'Ecluse et rue Roussy.**
- **Déviation : rue de l'Ecluse - rue Notre-Dame - rue Roussy**
- **Un panneau indiquant "rue barrée à xxx mètres" sera mis en place rue Notre-Dame à l'intersection de la rue Colbert .**
- **La circulation sera rendue chaque soir à la normale après travaux avec tranchée rebouchée en enrobés provisoires ou à minima sécurisée par plaques au sol stabilisées.**
- **Les caniveaux type CS ne devront pas être impactés. Dans le cas contraire, ils devront être déposés soigneusement et reposés en lieu et place.**
- **La réfection définitive sera réalisée à la fin des travaux par le pétitionnaire.**

- **Une campagne d'information sera organisée au minimum 72 heures avant le démarrage du chantier par distribution d'un courrier informatif dans boîtes aux lettres ou à défaut par affichage.**
- **Lors de la demande d'arrêté de circulation, ce courrier devra impérativement être joint, faute de quoi celle-ci sera jugée incomplète et irrecevable.**

ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS GENERALES

- Conformément aux prescriptions des articles 12 et 16, chapitre III du règlement de voirie, l'entreprise chargée d'exécuter les travaux devra **impérativement** contacter le responsable du secteur référent ou à **gép@ville-nimes.fr**.
 - Préalablement à ceux-ci, afin d'établir l'**état des lieux contradictoire**.
 - A la fin des travaux de réfection définitive immédiate, afin d'établir le **procès-verbal de réception**.
- Les travaux réalisés à proximité de lieux de restauration devront faire l'objet d'une interruption de 12h00 à 14h00.
- Un cheminement piéton devra être maintenu et sécurisé.
- L'accès aux riverains et commerces sera maintenu pendant toute la durée des travaux.
- Veuillez contacter le service gestionnaire de l'éclairage public en cas de présence d'un réseau sur le tracé de votre projet et /ou le service gestionnaire des feux tricolores pour la présence de bornes escamotables ou présence de boucles de détection :

- En cas de dégradation des installations éclairage public et feux tricolore, bornes escamotables, boucles de détection, l'entreprise devra prévenir sans délai le gestionnaire des installations (CITELUM – BOUYGUES ENERGIES & SERVICES : 04.66.04.20.60 / 06.18.30.21.46) et le service de la ville concerné.
- Toute intervention ou dépannage provisoire et / ou définitif sera réalisé(e) exclusivement par le gestionnaire des installations et facturé(e) à l'entreprise qui aura commis ces dégradations.
- Nous vous rappelons le caractère de dangerosité de ces installations électriques ; de ce fait seuls des intervenants habilités et identifiés par le gestionnaire seront à même d'intervenir sur ces réseaux.

ARTICLE 6 - SERVICES A CONTACTER EN CAS DE BESOIN 15 JOURS AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX

- Nîmes Métropole, Eau-Assainissement ; tél 04.66.02.55.72
- Service Feux Tricolores; tél 04.66.70.37.30
- Service Eclairage; tél 04.66.70.80.16
- Service Voie Publique; tél 04.66.70.37.83
- Service Signalisation; tél 04.66.70.75.36
- Service Travaux Neufs; tél 04.66.70.80.18
- Direction du Cadre de Vie (arbres); tél 04.66.70.80.78
- Service Circulation; tél 04.66.70.75.25

ARTICLE 7 Il appartiendra au maître d'ouvrage de faire un « **avis à la population** » lorsque le chantier occasionne des répercussions importantes sur le stationnement et/ou la circulation. Les riverains seront prévenus par un avis déposé dans les boîtes aux lettres notifiant les dates d'interventions et les dispositions particulières d'occupation du domaine public, ainsi que les mesures compensatoires comme les itinéraires de déviation. Il pourra être demandé au pétitionnaire d'informer la population par voie de presse et/ou radiophonique. L'arrêté municipal précisant la police de roulage devra être affiché au moins 48 heures avant la date de début du chantier.

ARTICLE 8 Le pétitionnaire et les sous-traitants éventuels doivent protéger par tous les moyens appropriés le sol et les abords du chantier et maintenir en permanence en parfait état de propreté le lieu de l'intervention. A l'issue du chantier, une visite de propreté sera réalisée avec le service de la Gestion de l'Espace Public ; en cas de problème constaté, le pétitionnaire devra rendre le domaine public dans un état d'hygiène et de propreté immédiatement. En cas de non-respect des demandes, l'auteur de l'infraction encours le paiement d'une amende de la 5ème classe et des frais de procès-verbal ainsi que la réparation des dommages causés au domaine public.

ARTICLE 9 Il appartiendra au maître d'ouvrage de délimiter un périmètre de sécurité autour du chantier ainsi qu'un cheminement pour les piétons afin d'éviter tous risques d'accidents. L'ensemble de la signalisation sera mis en place par le pétitionnaire à ses frais et sous sa responsabilité. La signalisation nécessaire à la sécurité du public sera assurée de jour et de nuit par le pétitionnaire chargé des travaux. Les matériaux utilisés devront être stockés à proximité du chantier dans des « big bag » ou tout autre contenant étanche et facilement mobile.

ARTICLE 10 Le maître d'ouvrage communique le récolement des réseaux et ouvrages sur support informatique au format compatible avec le SIG et/ou tout autre support utilisé par la ville, au plus tard 1 mois à l'issue des travaux.

ARTICLE 11 Cet arrêté municipal d'autorisation portant permission de voirie, ne soustrait pas le pétitionnaire de faire une demande de police de roulage par arrêté municipal, afin que les prescriptions de stationnement et/ou de circulation lui soient notifiées.

ARTICLE 12 - M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et M. le Directeur de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour Le Maire de Nîmes et par
délégation,
Adjoint au maire,

Emmanuel CARRIERE

VOIES DE RECOURS ET DELAIS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NIMES dans un délai de 2 mois à compter de sa notification au pétitionnaire. Il peut également être contesté dans les mêmes conditions par toute personne intéressée dans un délai de 2 mois à compter de sa publication sur le site internet de la Commune de NIMES.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.